

Pièce jointe 46

DESCRIPTION DES PROCEDES

Source : GNAT ingénierie



Demande d'autorisation environnementale

Transformation de cartons ondulés Roye (80)	
CERFA N°15964*01	
Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet	
Volet 2 / Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)	
Pièce jointe 46 : Description des procédés	
Version 02	Juillet 2021

Dossier réalisé avec le concours de





I.	PRESENTATION DU DEMANDEUR	2
A.	Identité du pétitionnaire	2
B.	Localisation du projet	3
C.	Situation cadastrale	3
II.	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES CONCERNEES PAR LE CODE DE L'ENVIRONNEMENT	4
A.	Situation administrative	4
1.	Du terrain	4
2.	D'ondulys Roye	7
B.	Objectif du dossier	7
C.	Classement au titre de la nomenclature R122-2 (code de l'environnement)	8
D.	Classement au titre des autres nomenclatures	8
1.	Nomenclature eau	8
2.	Nomenclature des ICPE	8
a)	Rappel de la réglementation	8
b)	Situation d'Ondulys Roye	9
c)	Régime de classement	10
d)	Classement au titre du régime Seveso	12
e)	Directive IED – Dossier de réexamen	13
f)	Garanties financières	13
g)	Rayon d'affichage	13
III.	DESCRIPTION DE L'INSTALLATION	14
A.	Description générale	14
B.	Description détaillée	14
C.	Aménagements extérieurs	14
IV.	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CLASSEES	15
A.	Transformation de carton	15
B.	Dépôts de carton et bois	15
C.	Imprimerie sur cartons	18
D.	Stockage de polymères	18
E.	Installations de combustion	18
F.	Atelier de charge	18
G.	Substances et mélanges a mention de danger	18
H.	Localisation des installations classées et prescriptions	19
V.	DESCRIPTION DU PROCEDE	20
A.	Synoptique	20
B.	Description des étapes	20
1.	Réception des plaques de carton et auxiliaires de fabrication	20
2.	Transformation des cartons	20
3.	Préparation des encres	21
4.	Recyclage du carton	21
5.	Expédition	21
VI.	STOCKAGES	21
A.	Matières liées directement à l'activité	21
B.	Matières liées indirectement a l'activité	22

Textes concernant la réglementation environnement – Prescriptions générales et particulières (liste non exhaustive)

Code de l'Environnement (partie législative et réglementaire)

Annexe de l'article R 511.9 du Livre V, titre 1^{er} du code de l'Environnement relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté ministériel modifié du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Circulaire du 17 décembre 1998 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (Arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 17 août 1998)

Arrêté modifié du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté modifié du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations soumises à autorisation

Arrêtés préfectoraux réglementant l'installation

Arrêtés ministériels applicables à l'établissement

Arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Autres documents réglementaires

Circulaire du 1^{er} octobre 2008 accompagnant les arrêtés relatifs aux dépôts de papier et carton relevant de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées

Référentiels techniques / Outils de calcul

Guide pour l'élaboration d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement

– www.installationsclassées.ecologie.gouv.fr

Guide technique : Application de la classification des substances et préparations dangereuses à la nomenclature des installations classées (INERIS – juin 2014)

<https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr/> (outil de calcul pour la détermination du statut Seveso)

I. PRESENTATION DU DEMANDEUR

A. IDENTITÉ DU PÉTITIONNAIRE



DENOMINATION

Ondulys Roye

FORME JURIDIQUE

Société par actions simplifiée

NUMÉRO SIRET

572 041 739 00036

CODE NAF

1721A – Fabrication de carton ondulé

CAPITAL SOCIAL

460 000 Euros

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL ET DU SITE D'ETUDE

7 route de Villers
80 700 Roye

Coordonnés Lambert II

X = 684335
Y = 6955069

Coordonnées géographiques

Longitude = 2°77'87"E
Latitude = 49°70'08"N

SIGNATAIRE DE LA DEMANDE

En sa qualité de

E – MAIL

Guillaume LOSSON

Directeur Business, transformation et projets stratégiques

guillaume.losson@vpkgroup.com

CORRESPONDANT TECHNIQUE

En sa qualité de

MOBILE

E – MAIL

Jean-Michel HAMON

Responsable QHSE

06.07.62.39.26

jean-michel.hamon@vpkgroup.com

REDACTEUR DU DOSSIER



REPRESENTE PAR

En sa qualité de

TELEPHONE

E – MAIL

Cédric Mougel

Chef de projet Environnement

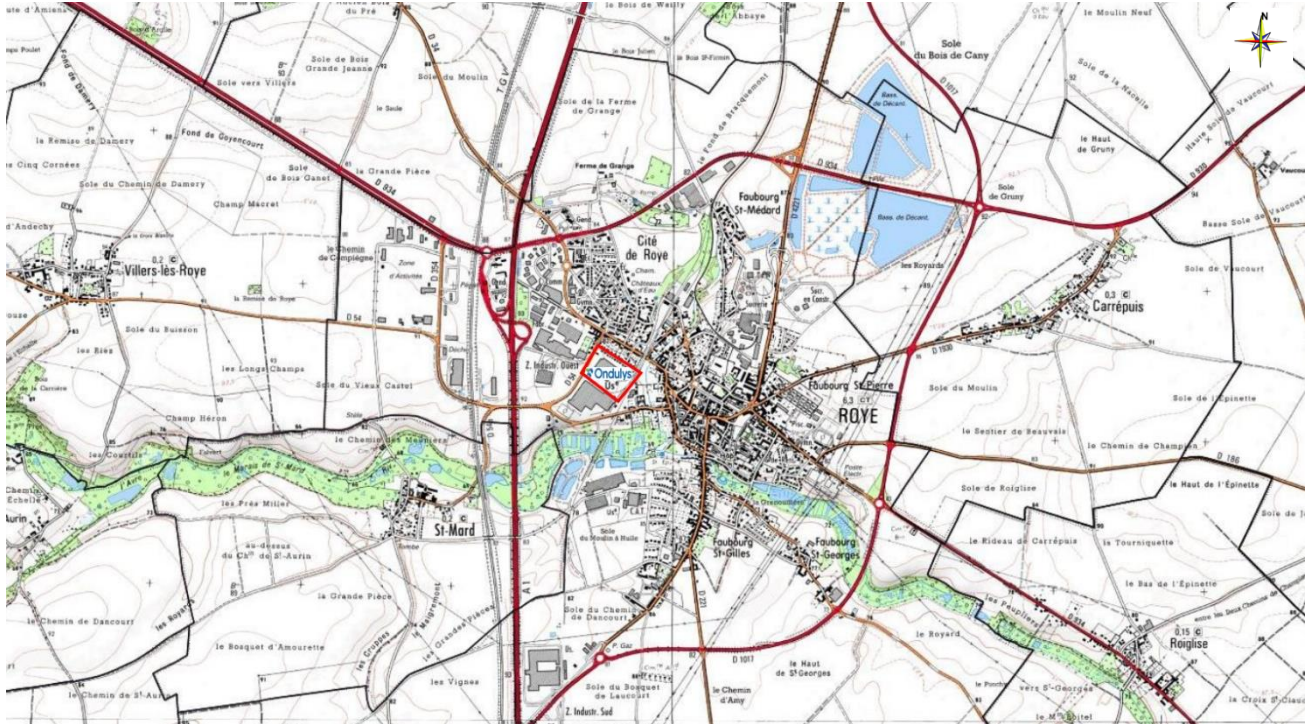
03.26.82.32.55

cmougel@gnat.fr

B. LOCALISATION DU PROJET

L'usine se développe sur un terrain rattaché à la commune de Roye (80), en région Hauts-de-France, et plus précisément à l'ouest du territoire communal, en zone industrielle.

L'extrait de carte IGN fourni ci-après matérialise l'emplacement du site.



PLAN DE SITUATION
Echelle non contractuelle – Juillet 2020



Annexe 1 : Pièce jointe 1 - Plan de situation

C. SITUATION CADASTRALE

Ondulys Roye est propriétaire des parcelles cadastrées suivantes :

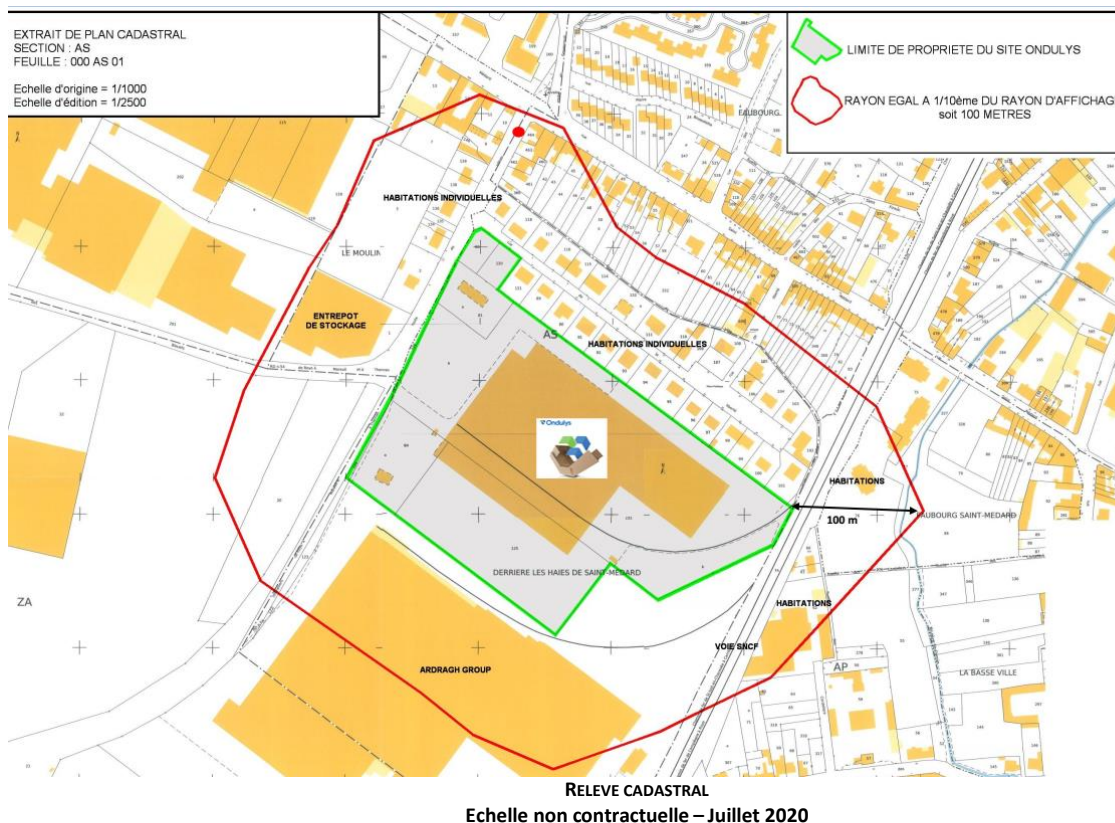
Commune	Section	Référence cadastrale
Roye	AS	80, 81, 84, 120, 125 et 131

pour une surface totale de 47 717 m² (4,7717 ha).



Annexe 2 : Pièce jointe 3 - Justificatif de la maîtrise foncière

L'emprise du terrain est portée sur l'extrait de cadastre ci-après :



Annexe 3 : Pièce jointe 2 - Eléments graphiques, plans ou cartes

Conformément à l'article D181-12-2-I-11 du code de l'environnement, l'avis du maire concernant l'usage futur du terrain en cas de cessation d'activité a été sollicité par courrier en 2014. Ce courrier fait état d'un usage futur de type industriel. Conformément au code de l'environnement, cet avis est réputé favorable, le maire ne s'étant pas prononcé dans le délai requis de 45 jours suivant sa saisine. Toutefois, ce courrier n'étant pas daté, un nouveau courrier en date du 26 juin 2021 a été renvoyé afin de valider en cas de non réponse l'avis avis favorable dans le délai de 45 jours.



Annexe 4 : Pièce jointe 63 - Avis du maire ou président de l'établissement public

II. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES CONCERNEES PAR LE CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Les renseignements, plans et descriptions consignés dans ce document émanent de la direction d'Ondulys Roye qui en assure l'exactitude et l'authenticité.

A. SITUATION ADMINISTRATIVE

1. Du terrain

Le terrain n'a fait l'objet d'aucune occupation avant la construction de la cartonnerie en 1962.

Depuis cette date, la cartonnerie a fait l'objet de plusieurs extensions.

Elle acquiert sa configuration industrielle actuelle par demande de permis de construire en date du 19 mars 1992, accordé le 4 mai 1992.



Annexe 5 : Pièce jointe 108 - Actes administratifs

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE





CLICHÉ n°7671
ÉCHELLE: 1/8032
TYPE DE CLICHÉ: Argentique
DATE DE PRISE DE VUE: 23/08/1976



CLICHÉ n°203
ÉCHELLE: 1/13931
TYPE DE CLICHÉ: Argentique
DATE DE PRISE DE VUE: 23/05/1980



CLICHÉ n°18
ÉCHELLE: 1/29396
TYPE DE CLICHÉ: Argentique
DATE DE PRISE DE VUE: 24/04/1984



CLICHÉ n°2171
ÉCHELLE: 1/20165
TYPE DE CLICHÉ: Argentique
DATE DE PRISE DE VUE: 06/06/1986



CLICHÉ n°42
ÉCHELLE: 1/29456
TYPE DE CLICHÉ: Argentique
DATE DE PRISE DE VUE: 02/05/1994



CLICHÉ n°1787
RÉSOLUTION: 24 cm
TYPE DE CLICHÉ: Numérique
DATE DE PRISE DE VUE: 04/07/2011

ÉCHELLE NON CONTRACTUELLE
Source : remonterletemps.ign.fr

2. D'Ondulys Roye

Une demande de régularisation d'exploiter a été déposée en Préfecture le 03 janvier 2012.
Cette demande a fait l'objet d'un rapport de non recevabilité des services de l'administration le 03 février 2012.

Une seconde demande complétée a été déposée en Préfecture le 18 décembre 2014.
Cette dernière n'a fait l'objet d'aucune instruction.

Suite à une visite d'inspection en date du 25 septembre 2019, la DREAL a mis en demeure Ondulys Roye de respecter l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif à l'enregistrement de la rubrique 1530.

Cette mise en demeure a été dénoncée par Ondulys Roye (régime de classement non approprié) et a été suivi d'un second arrêté de mise en demeure et d'un arrêté de mesures conservatoires dans l'attente de la régularisation administrative de l'usine :

Date	Acte	Objet
06.11.19	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Régularisation administrative
11.02.20	Arrêté préfectoral de mesures conservatoires	Imposition de mesures techniques



Annexe 5 : Pièce jointe 108 - Actes administratifs

B. OBJECTIF DU DOSSIER

Ondulys Roye est spécialisée dans la fabrication d'emballages personnalisés en carton ondulé à partir de papier recyclé pour les biens de consommations, les aliments et boissons, le commerce électronique et les emballages industriels.

Lors d'une visite d'inspection, la DREAL a constaté l'absence d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et a mis en demeure l'usine de régulariser sa situation administrative.

Le présent dossier s'inscrit donc dans le cadre d'une régularisation d'autorisation environnementale au titre du code de l'environnement et de ses articles R181-1, R181-12 et suivants.

Ce projet ne fait l'objet d'aucune demande de permis de construire.

C. CLASSEMENT AU TITRE DE LA NOMENCLATURE R122-2 (CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

La rubrique de la nomenclature de l'article R122-2 du code de l'environnement est répertoriée dans le tableau ci-après :

Catégorie de projet	Intitulé de la rubrique	Projet soumis à
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement)	Rubrique 2445, transformation du papier, carton

L'usine ne fonctionnant pas sous un régime de droits acquis, elle a donc été concernée par une demande d'examen au cas par cas. Celle-ci a été formulée et jugée complète en date du 1^{er} juillet 2020.

La décision de non soumission à évaluation environnementale a été formulée au pétitionnaire en date du 3 août 2020.



Annexe 6 : Pièce jointe 6 - Décision de l'examen au cas par cas

D. CLASSEMENT AU TITRE DES AUTRES NOMENCLATURES

1. Nomenclature eau

Ondulys Roye est concernée par la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature de l'article R214-1 du code de l'environnement relative aux rejets d'eau pluviale dans les eaux douces superficielles ou dans le sous-sol, la surface étant supérieure à 1 ha et inférieure à 20 ha (la surface du site est de 4.7717 ha)

La cartonnerie est classée au titre de la loi sur l'eau.

2. Nomenclature des ICPE

a) Rappel de la réglementation

La réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) trouve son origine dans le décret impérial du 15 octobre 1810, puis dans la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, répartis en trois classes, les deux premières correspondant au régime d'autorisation actuelle, la dernière au régime de déclaration.

La réglementation des ICPE se construit ensuite de manière progressive en prenant en compte les dangers et les risques liés aux activités industrielles.

Cette réglementation évolue donc sans cesse notamment par le biais de changement :

- de nomenclature, dont le premier décret paraît au JO du 20 juin 1953 (décret 53-578) ;
- de prescriptions techniques prises par l'état afin de renforcer les conditions et les modalités de fonctionnement des sites industriels.

En droit des ICPE, ce principe prévoit qu'en cas de modification de la réglementation, les installations soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration doivent se faire connaître auprès du Préfet pour continuer leur exploitation et ne pas être considérées comme de nouveaux exploitants (n'avoir pas à établir un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter, d'enregistrement ou de déclaration).

En effet, le législateur a cherché à concilier la sauvegarde de l'ordre public et la sécurité juridique des exploitants par le biais d'un régime d'exception : le régime des droits acquis.

Ce régime d'exception est issu de plusieurs textes réglementaires et a pour origine le décret impérial puis la loi de 1917 qui pose deux conditions au bénéfice des droits acquis : d'une part, la non modification notable de l'activité et d'autre part la déclaration sous un délai de 6 mois à l'administration à la parution du décret modifiant la nomenclature.

Arriva ensuite la loi du 19 juillet 1976 qui intégra de nouvelles activités à la nomenclature, suivie de la loi du 4 janvier 1993 qui unifia le régime.

Cette loi de 1993 précise qu'une absence de notification d'existence entraîne une déchéance des droits acquis pour toute installation classée par décret après 1995.

Il existe donc 2 régimes distincts d'antériorité pour les ICPE :

- les installations classées qui intègrent la nomenclature après le 31 décembre 1978 et avant 1995 ;
- les installations classées qui ont fonctionné librement après le 1^{er} janvier 1977 et qui intègrent la nomenclature après 1995.

Dans le 1^{er} cas, les installations classées bénéficient du régime prévu à l'article 16 de la loi du 19 juillet 1976 codifiée et par l'article 35 du décret du 21 septembre 1977 codifié.

Pour ces installations, l'absence de déclaration d'antériorité au Préfet n'entraîne pas de déchéance des droits acquis à l'antériorité, règle dite de la "grande antériorité". Cette interprétation a été confirmée à de nombreuses reprises par la jurisprudence.

Extrait article actu environnement, CCA Marseille, 7 juillet 2015, n°13MA04675, par Lou Deldique, Green Law Avocat

La jurisprudence a déjà eu l'occasion de se prononcer sur ce point : il est ainsi constant que lorsque l'obligation de déclaration n'a pas été prescrite à peine de déchéance, l'exploitant qui ne s'y est pas conformé ne perd pas le bénéfice de l'antériorité, mais s'expose seulement aux sanctions prévues par le code de l'environnement (CE, 30 janv. 2013, n° 347177 : AJDA 2013. 266, obs. Necib ; Envir. 2013. Alerte 62; BDEI n°45/2013, concl. de Lesquen ; RJ envir. 2013.767, note Schneider ; CE, 21 octobre 1988, n° 67212, Lebon p. 363 ; CAA Versailles, 18 mars 2014, n° 13VE00378 : Dr. envir. 2014. 386 ; CAA Bordeaux, 29 octobre 2009, n° 08BX01479 ; voir aussi BDEI, 2011, « Les conditions du droit d'antériorité : état des lieux de la jurisprudence », H. Brunet-Lecomte ; Envir. n° 1, Janvier 2010, comm. 5, « Précisions sur le droit d'antériorité des installations classées (C. env., art. L. 513-1) », D. GILLIG).

En conclusion, un établissement mis en service avant le 1^{er} janvier 1977 et n'ayant subi aucune modification notable est considéré comme régulièrement autorisé et les obligations résultant des textes ultérieurs relatives au gros œuvre ou aux distances d'éloignement ne lui sont pas applicables, même s'il ne s'est jamais fait connaître auprès de l'administration.

Dans le 2nd cas, l'absence de déclaration dans un délai d'un an entraîne pour l'installation la déchéance des droits liés à l'antériorité.

De même :

- l'article L 512-13 du code de l'environnement précise que les installations soumises à déclaration sont dispensées de déclaration si elles disposent d'une autorisation régulière avant la date d'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 1917 ;
- selon une jurisprudence (arrêt du conseil d'état du 15 mars 1999 éclairé par les jugements du tribunal administratif de Chalons en Champagne du 15 juin 1999), le défaut de déclaration d'existence n'est pas sanctionné par une déchéance du droit d'antériorité dès lors qu'il est établi que l'état avait connaissance de l'existence des installations avant la publication du décret de classement dans la nomenclature.

Ce bénéfice de droits acquis est également conditionné au maintien de l'activité de l'installation.

A noter que l'absence de déclaration de changement d'exploitant ne conduit pas à la déchéance des droits acquis.

b) Situation d'Ondulys Roye

Les activités de fabrication du papier et du carton ainsi que les dépôts de papier carton sont des installations classées créées par décret 53-578 du 20 mai 1953 et 77-1134 du 21 septembre 1977 respectivement.

L'usine est construite à partir de 1962 après délivrance des accords de permis de construire et arrêtés préfectoraux, validés par l'Inspection Départementale du Services d'Incendie et de Secours et par l'Inspection du Travail qui assurait la police des installations classées jusqu'à la fin des années 60.

L'usine acquiert sa configuration actuelle à partir de 1992.

L'état avait donc connaissance des activités et stockages de l'usine avant 1995 au titre de la police des installations classées.

L'installation n'a jamais subi d'arrêt d'activité et a toujours été exploitée en cartonnerie.

Elle n'a jamais subi de modification notable depuis sa mise en exploitation.

L'usine bénéficie donc d'un régime de droits acquis au titre des rubriques 2445 et 1530.

Or suite à une demande de compléments du dossier d'autorisation du 10 décembre 2020 (en date le 17/02/2021), l'unité départementale de la Somme de la DREAL a réfuté cette affirmation. En conséquence de quoi, cette deuxième version du dossier d'autorisation tiendra compte du non bénéfice du régime de droits acquis au titre des rubriques 2445 et 1530.





Annexe 5 : Pièce jointe 108 - Actes administratifs

c) Régime de classement

Il est défini comme suit :

DEFINITION		
Sans Changement	SC	Activité déjà autorisée / déclarée sans modification des critères de classement
Modification	M	Activité déjà autorisée / déclarée avec modification des critères de classement
Nouveau	N	Activité pour laquelle l'autorisation est sollicitée
Cessation	C	Activité dont l'exploitation a cessé / est en cours de cessation
Antériorité	AN	Activité bénéficiant de l'antériorité
Régularisation	R	Installation exploitée sans l'autorisation / déclaration requise
Suppression	S	Rubrique supprimée / Activité ou stockage ne faisant plus l'objet d'un classement

Sont répertoriées dans le tableau en page suivante, les rubriques de la nomenclature de l'article R511.9, Livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement.

	Description des procédés						
Rubrique	Désignation de l'activité	Situation autorisée		Situation projetée		Situation administrative	RA (en km)
		Quantité	Régime	Quantité	Régime		
2445.1	Transformation du papier, carton, la capacité de production étant supérieure à 20 t/j	Capacité de production : 150 t/j	A	/	A	N	1
1530.3	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues Volume maximal : 18 000 m³	D	/	D	N	/
1532.3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	/	/	Palettes Volume : 800 m³	NC	N	/
2450.A	Imprimerie ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques... utilisant une forme imprimante offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexe par contre dallage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est inférieure à 50 kg/j	/	/	Impression par flexographie Quantité totale consommée : 25 kg/j	NC	N	/
2663.2	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieure à 1 000 m³	/	/	Feuillards et films plastiques Volume : 10 m³	NC	N	/
2910.A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est inférieure à 1 MW	/	/	Aérothermes Combustible : gaz naturel Puissance thermique totale : 0,17 MW	NC	N	/
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	/	/	Ensemble de poste de chargement pour une puissance de charge inférieure à 50 kW	NC	N	/
1436	Liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de), la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 100 t			Substances et mélanges pour une quantité totale de 0,1 t	NC	N	/
4321	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 500 t	/	/	Substances et mélanges étiquetés H222 et H223, ne contenant aucun gaz inflammable de catégorie 1 ou 2 ou de liquide inflammable de catégorie 1 Quantité totale : 0,05 t	NC	N	/
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	/	/	Substances et mélanges étiquetés H225 Flam liq 2, H226 Flam liq 3 Quantité maximale : 0,02 t	NC	N	/
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	/	/	Substances et mélanges étiquetés H400 Aquatic acute 1, H410 Aquatic chronic 1 Quantité maximale : 0,1 t	NC	N	/
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	/	/	Substances et mélanges étiquetés H411 Aquatic chronic 2 Quantité maximale : 0,1 t	NC	N	/
4718.2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène), la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant inférieure à 6 t	/	/	GPL (propulsion chariots) Quantité maximale : 0,3 t	NC	N	/
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2), la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg	/	/	Quantité maximale : 20 kg	NC	N	/
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7), la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	/	/	Quantité maximale : 0,014 t	NC	N	/

A : Autorisation / E : Enregistrement / DC : Déclaration à Contrôle périodique / D : Déclaration / NC : Non Classé
RA : Rayon d'affichage

Le projet est soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées.

d) Classement au titre du régime Seveso

Par application de l'article R511.11 du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement, l'établissement est concerné par l'article L515.32 si les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la "règle de cumul seuil bas" ou à la "règle de cumul seuil haut" lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :

Dangers pour la santé

La somme Sa est calculée pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_a = \sum \frac{q_x}{Q_{x,a}}$$

Où

"qx" désigne la quantité de substance ou mélange dangereux "x" susceptible d'être présente dans l'établissement

"Qx, a" la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199

Dangers physiques

La somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_b = \sum \frac{q_x}{Q_{x,b}}$$

Où

"qx" désigne la quantité de substance ou mélange dangereux "x" susceptible d'être présente dans l'établissement

"Qx, b" la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499

Dangers pour l'environnement

La somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_c = \sum \frac{q_x}{Q_{x,c}}$$

Où

"qx" désigne la quantité de substance ou mélange dangereux "x" susceptible d'être présente dans l'établissement

"Qx, c" la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599

Pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes Sa, Sb ou Sc, les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas.

Les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2% seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités "qx" si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement. »

SYNTHESE DU CLASSEMENT

Substance	Quantité en tonnes	Etat physique	N° CAS	déchet	Rubrique principale	Seuil haut associé	Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)	Seuil Bas associé	Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)
Divers 4321	0.05	Liquide		Non	4321	50000.0t		0.00000		5000.0t		0.00001	
Divers 4331	0.02	Liquide		Non	4331	50000.0t		0.00000		5000.0t		0.00000	
Divers 4510	0.1	Liquide		Non	4510	200.0t			0.00050	100.0t			0.001
Divers 4511	0.005	Liquide		Non	4511	500.0t			0.00001	200.0t			0.00003
Acétylène	0.02	Gazeux	74-86-2	Non	4719	50.0t		0.00040		5.0t		0.004	
Oxygène	0.014	Gazeux	7782-44-7	Non	4725	2000.0t		0.00001		200.0t		0.00007	
GPL	0.3	Gazeux		Non	4718	200.0t		0.0015		50.0t		0.006	

CALCUL SEVESO

Total haut			Total bas		
Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)	Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)
	0.002	0.001		0.01	0.001

Source : Seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr

Ondulys Roye n'est pas classée au titre du régime Seveso.

e) Directive IED – Dossier de réexamen

L'installation n'est pas concernée par la directive IED.

f) Garanties financières

L'usine n'est pas concernée par l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières.

g) Rayon d'affichage

Selon le règlement des installations classées, le rayon minimal d'affichage est d'1 km. Matérialisé en pièce jointe, il touche les communes de :

- Saint-Mard ;

et

- Roye.



Annexe 3 : Pièce jointe 2 - Eléments graphiques, plans ou cartes

III. DESCRIPTION DE L'INSTALLATION

A. DESCRIPTION GÉNÉRALE

Les activités s'organisent dans un seul bâtiment, regroupant l'atelier de transformation et les stockages.

L'ossature de ce dernier est essentiellement en métal (charpente et structure métallique).

Sont également présents sur le site, 3 bâtiments indépendants :

- un bâtiment (situé près de l'entrée nord-ouest) avec le raccordement internet et des salles de réunion ;
- les anciens locaux sociaux, aujourd'hui inexploités et sans activité industrielle ;
- un local dédié au stockage de palettes.

La surface bâtie représente 17 994 m² pour 6 990 m² d'aires de stationnement et voiries.

Les espaces verts représentent l'équivalent de 23 350 m².



Annexe 3 : Pièce jointe 2 - Eléments graphiques, plans ou cartes

B. DESCRIPTION DÉTAILLÉE

Le bâtiment se décompose en bureaux et atelier de transformation / stockage.

Les bureaux, installés en façades sud-ouest sur 620 m², renferment les activités supports de l'usine : études et méthodes, administration des ventes, ordonnance et achats, ressources humaines...

Ils sont séparés de l'atelier par une cloison.

L'atelier, de plain-pied sur 17 734 m², se compose :

- de l'atelier de fabrication pour les opérations de découpe, rainurage, refoulement, entaillage, pliage, impression et conditionnement ;
- de l'atelier formes-clichés pour le stockage des clichés, outillages et leur réparation, la préparation des encres et le stockage des consommables ;
- des magasins "stockage de matières premières" et "stockage des produits finis" ;
- de l'atelier de maintenance renfermant une zone de charge des engins de manutention.

Les parois extérieures du bâtiment sont constituées de bardage métallique simple peau, à l'exception des parois côté quais expédition (parpaings).

Les parois séparatives entre l'atelier et les zones de stockage sont constituées de parpaings et de bardage simple peau.



Annexe 3 : Pièce jointe 2 - Eléments graphiques, plans ou cartes

C. AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS

L'établissement est accessible côté route de Villers via 2 entrées chacune dédiée, pour l'une aux véhicules légers et pour l'autre, aux véhicules lourds.

L'usine intègre l'aménagement de l'ensemble des espaces extérieurs nécessaires à son fonctionnement, soit :

- les aires de circulation, stationnement et évolution des véhicules lourds ;
- les aires de circulation, stationnement et évolution des véhicules légers du personnel et des visiteurs ainsi que les espaces et équipements dédiés à la circulation sécurisée des piétons ;
- les espaces permettant la connexion aux réseaux d'adduction et d'assainissement, ainsi que les ouvrages de raccordement aux énergies (électricité, gaz naturel).

VÉHICULES LOURDS

Le site comprend un espace de circulation poids lourds côté sud-ouest – nord-est.
Cet espace permet l'accès aux quais de chargement réception et expédition.

VÉHICULES LÉGERS

Les aires de stationnement véhicules légers sont intégralement développées dans le périmètre de la parcelle.
Implantée côté sud-ouest et sud-est, elles totalisent près de 50 places pour le personnel et les visiteurs.

Une clôture est développée sur l'ensemble du périmètre de la limite de propriété : tous les accès peuvent être fermés en dehors des horaires d'ouverture de l'usine par des portails coulissants.

IV. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

A. TRANSFORMATION DE CARTON

Rubrique 2445

Le carton ondulé destiné à la fabrication d'emballages est fabriqué à partir de plaques de carton.

Toutes les opérations sont effectuées soit par phase séparée nécessitant des manutentions d'un poste à l'autre, soit de façon intégrée dans une seule machine.

Le parc machines affectées à la transformation de carton se compose :

Dénomination	Fonction	Nombre de machine
Mitrailleuse	Recoupe et refoule les plaques en carton ondulé	2
Presse	Raine et découpe tout emballage à plat et imprime	2
Presse	Raine et découpe tout emballage à plat	3
Slotter	Entaille, recoupe, refoule et imprime	1
Combiné 924	Imprime, entaille, découpe, colle et plie (= constitue l'emballage en entier)	1
Entailleuse ou encocheuse	Recoupe et entaille les plaques de carton pour les séparations internes d'un emballage	3
Monteuse	Assemble les plaques pour faire des casiers	3
Piqueuse	Agrafe les emballages	3
Colleuse	Colle les panneaux de carton entre eux	8
Contre – colleuse	Colle des affiches sur les plaques de carton	1
Cerclage	Cercle les piles de produits finis avec des rubans de feillard synthétique avant expédition ou stockage	1
Banderoleuse	Emballage dans un film plastique	2
Convoyeuse	Fait transiter les palettes de la zone de stockage sur des rouleaux disposés horizontalement.	1

Certaines productions nécessitent l'usage de colle. Celle-ci se compose de moins de 1% de solvant.

La capacité de production atteint **150 t/j** pour l'équivalent de 100 kg/j de consommation de colle.

Le procédé de transformation du carton est détaillé dans le chapitre "Description des procédés".

B. DÉPÔTS DE CARTON ET BOIS

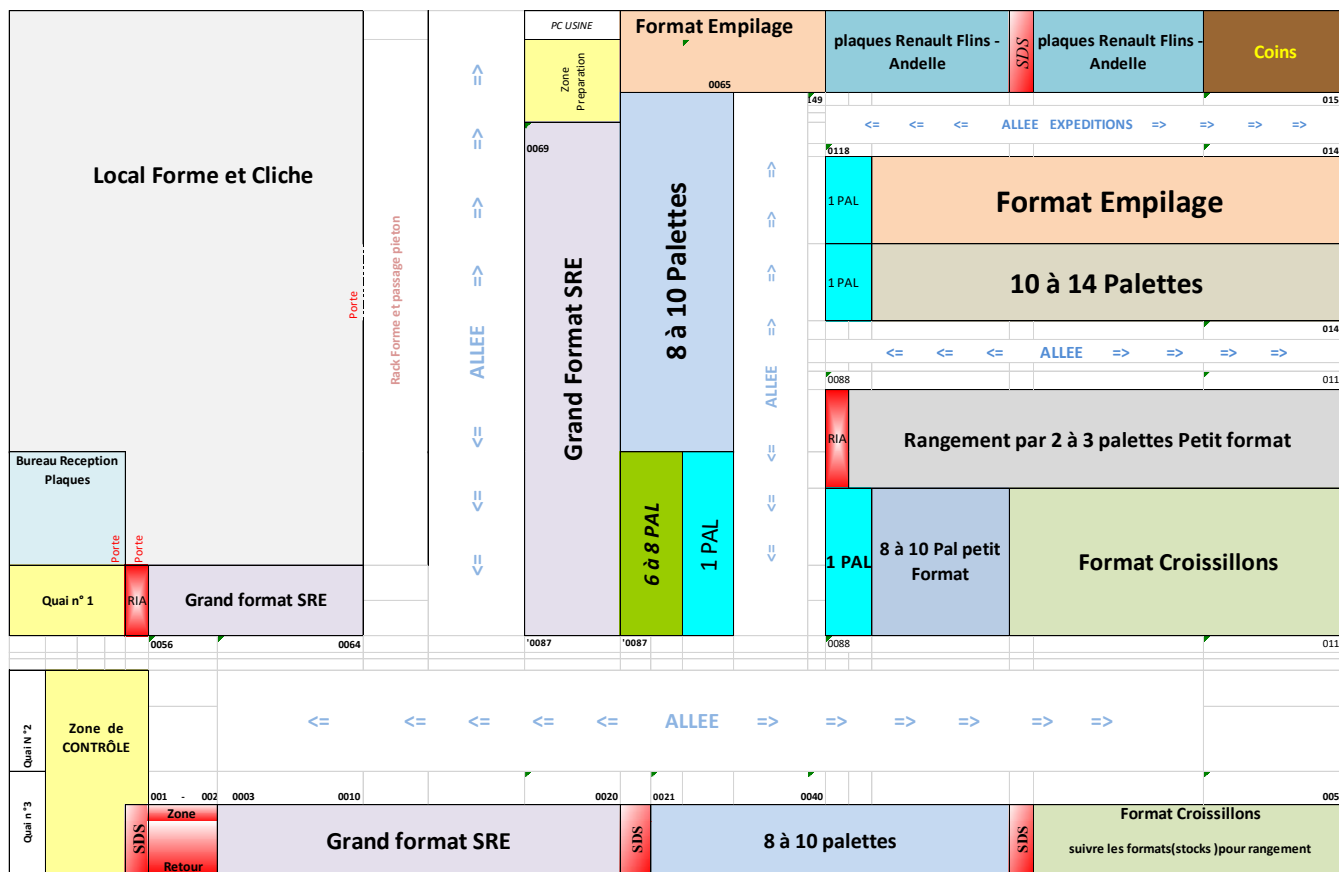
Rubriques 1530

CARTONS

De par son activité, Ondulys Roye dispose de stockage de plaques de carton (matières premières) et produits finis.

Les plaques sont rangées en îlots, séparées par des allées de circulation.

Ce stockage en masse présente une hauteur moyenne de 3 m pour 4 m au maximum.



Les produits finis, conditionnés sur palettes filmées sont rangés en îlots, séparés par des allées de circulation. Ils sont stockés majoritairement en masse (80%) ou sur palettiers (20%) pour une hauteur moyenne de 3 m (4 m au maximum).



STOCKAGE DES PRODUITS FINIS

A ces volumes s'ajoutent les encours de production pour l'équivalent de 1 500 m³.

Ondulys Roye dispose donc d'une capacité totale de stockage de cartons de **18 000 m³** au maximum.

Les palettes nécessaires au conditionnement des produits finis sont entreposées à l'extérieur pour un maximum de 800 m³. Des encours, nécessaires à la production, sont entreposés en atelier. Ces stockages sont présents afin d'assurer l'entreposage des cartons produits journalièrement (pour un volume équivalent journalier estimé au maximum de 120 m³).

Donc, la capacité totale de stockage de palettes atteint **800 m³** pour l'usine. Un suivi des volumes de stockage de palettes vides sous le dôme extérieur et en atelier est disponible sur demande sur site.

C. IMPRIMERIE SUR CARTONS

Rubrique 2450

Le process de fabrication implique une étape d'impression des cartons par flexographie ou jet d'encre. La flexographie est un procédé d'impression en relief par contact du cliché (feuille de polymère) avec la surface à imprimer et à l'aide d'encre liquide à séchage rapide.

Les impressions de cartons se font sur différentes machines : presse, slotter, combiné, entailleuse ou encocheuse.

Ces techniques utilisent des encres à base d'eau, contenant entre 1 à 7% de solvant pour 50 kg/j.

Ces produits étant composés de moins de 10% de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement est à diviser par deux, soit **25 kg/j**.

D. STOCKAGE DE POLYMÈRES

Rubrique 2663

Pour le conditionnement de ses produits, Ondulys Roye entrepose des feuillets, des cerclages et du film plastique. La quantité maximale présente dans l'usine n'excède pas **10 m³**.

E. INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Rubrique 2910

Le chauffage de l'usine s'effectue par aérothermes alimentés au gaz naturel. Ces appareils représentent une puissance thermique nominale totale de **0,17 MW**.

F. ATELIER DE CHARGE

Rubrique 2925

Des postes de charge sont répartis dans l'usine pour une puissance maximale de courant continu **inférieure à 50 kW**.

G. SUBSTANCES ET MÉLANGES A MENTION DE DANGER

Rubriques 1436, 4321, 4331, 4510, 4511, 4718, 4719 et 4725

Ondulys Roye stocke et utilise des produits divers pour la production, la maintenance et l'entretien, notamment des vernis, gaz de soudure, gaz de carburation, graisses et huiles diverses, matières premières et produits dangereux utilisés dans le process.

Les dispositions du règlement CLP et de la transposition de la Directive SEVESO 3 ont conduit à l'évolution de la nomenclature des ICPE.

Les quantités concernées par ce classement sont limitées comme suit :

Type de produit / déchets			Stockage maximal susceptible d'être présent (en t)
Rubrique	Nature	Caractéristiques	
1436	Process, maintenance	A point éclair compris entre 60 et 93°C	0,1
4321	Maintenance, entretien	Etiquetés H222 ou H223 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	0,07
4331		Etiquetés H225 FL2, H226 FL3	
4510	Process	Etiquetés H400, H410	0,1
4511	Maintenance, entretien	Etiquetés H411	0,4
4718	Manutention	GPL	0,3
4719		Acétylène	0,02
4725		Oxygène	0,014

* Toutes les substances et tous les mélanges à mention de danger et visés par la nomenclature des ICPE ont été recensés



Annexe 7 : Synthèse des fiches de données de sécurité

H. LOCALISATION DES INSTALLATIONS CLASSÉES ET PRESCRIPTIONS

Les activités et stockages concernés par les rubriques de classement sont localisés sur le plan en pièce jointe.



Annexe 3 : Pièce jointe 2 - Eléments graphiques, plans ou cartes

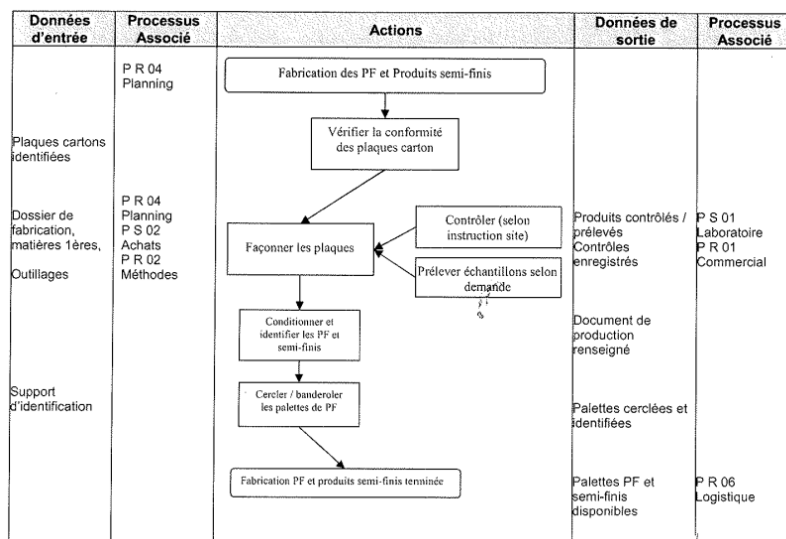
L'analyse de conformité aux prescriptions opposables à l'installation est détaillée en pièce jointe.



Annexe 8 : Pièce jointe 8 - Propositions de prescriptions

V. DESCRIPTION DU PROCEDE

A. SYNOPTIQUE



B. DESCRIPTION DES ÉTAPES

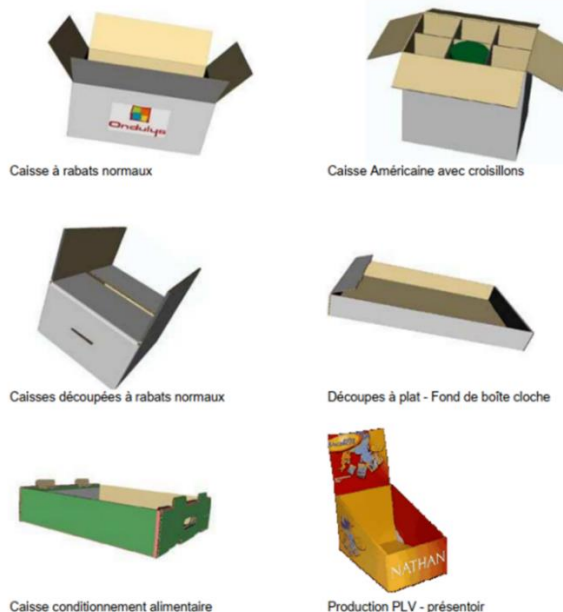
1. Réception des plaques de carton et auxiliaires de fabrication

L'ensemble des produits est livré par camions.

Après contrôle de leur qualité, les cartons sont stockés dans le magasin matières premières dans l'attente de leur utilisation.

2. Transformation des cartons

Ondulys Roye produit différents types d'emballage en cartons et produits dérivés :



EXEMPLES DE GAMME
Liste non exhaustive

La transformation consiste à fabriquer des caisses d'emballage.

La première étape est dans la plupart des cas l'impression des plaques grâce aux imprimantes flexographiques.

Les plaques imprimées sont ensuite envoyées dans les machines de transformation afin de réaliser les découpes et les pliages nécessaires à la confection des emballages :

- découpe ou recoupe des plaques pour leur donner la taille et la forme souhaitée ;
- rainurage ou refoulement pour écraser le carton selon une ligne continue et faciliter le pliage des arêtes et des rabats de l'emballage ;
- entaillage pour imbriquer les plaques de cartons les unes dans les autres ;
- pliage pour donner la forme définitive à l'emballage ;
- jonction des panneaux entre eux par collage ou par piquage (agrafage) ;
- cerclage des piles de produits finis pour expédition ;
- emballage dans un film plastique des piles de produits finis sur des palettes.

Les palettes des produits finis sont ensuite transférées par chariot ou convoyeur vers le stockage de produits finis dans l'attente de leur expédition.

3. Préparation des encres

Les encres utilisées sur les imprimeuses sont des encres à base d'eau.

Les conditionnements des encres sont en seaux et leur préparation s'effectue manuellement.

4. Recyclage du carton

Les chutes de cartons produites dans l'atelier de transformation sont récupérées par aspiration et envoyées dans la presse à balles pour y être déchiquetées et compactées sous forme de balles.

Elles sont destinées aux papeteries pour être recyclées.

L'air de transport pneumatique est traité par cyclone avant rejet (à noter que ce cyclone a pour fonction d'aspirer les chutes de carton produites au niveau des machines, il n'est pas à l'origine d'une émission de poussière).

5. Expédition

Les palettes de produits finis sont chargées par chariots dans les remorques.

L'ensemble des expéditions s'effectue par camions.

VI. STOCKAGES

Ne sont décrits dans ces paragraphes que les stockages non visés par la nomenclature sur les Installations Classées.

Les fiches de données de sécurité sont tenues à la disposition des administrations qui en feront la demande.



Annexe 7 : Synthèse des fiches de données de sécurité

A. MATIÈRES LIÉES DIRECTEMENT À L'ACTIVITÉ

Elles concernent les colles, encres et vernis :

Matériau	Mode de conditionnement	Quantité maximale (en t)
Colles	GRV, cubitainer, sacs, tubes	7
Encres	Seau	6
Vernis	Fûts, bidons	4

	Description des procédés	
---	--------------------------	---

B. MATIÈRES LIÉES INDIRECTEMENT A L'ACTIVITÉ

Elles se limitent aux produits d'entretien et de maintenance.

Conditionnés en aérosols, bidons, fûts..., elles représentent environ 1 000 l pour les huiles et quelques kilogrammes pour les autres produits.

Les huiles sont entreposées dans un local dédié.

Les aérosols sont rangés en armoire à la maintenance.